

Le Venezuela est en crise et le bellicisme de Trump aggrave les choses. Comment devrions-nous réagir à la situation tendue que connaît le pays ? La question est au centre de débats agités à gauche, aux États-Unis comme ailleurs dans le monde. La récente intensification des manœuvres états-uniennes pour chasser Nicolás Maduro, par la force si nécessaire, rend cette question d'autant plus urgente. Aucune réponse ne va de soi. Mais à la réflexion, trois principes devraient nous servir de boussole : le non-interventionnisme, l'auto-détermination et la solidarité avec les opprimés.

Gabriel Hetland enseigne la sociologie à l'université d'Albany, il est spécialiste des mobilisations populaires dans le sous-continent sud-américain. Ce texte publié d'abord sur le site de [Jacobin](#) a été traduit de l'anglais (États-Unis) par Thierry Labica pour Contretemps.

Non-interventionnisme

Le non-interventionnisme est le principe selon lequel des États souverains ne devraient pas s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres États souverains. Il est synonyme du principe de souveraineté nationale.

Dans un monde où cohabitent des États de puissance inégale, ce principe est crucial pour toute personne soucieuse de promouvoir le juste et l'équitable. Sans souveraineté nationale, n'importe quel État, dès lors qu'il en a les moyens, peut tenir n'importe quel autre État à sa merci. Les États les plus puissants peuvent prendre leurs aises avec les États plus faibles et les puissances hégémoniques, imposer leur volonté au reste du monde. L'injustice propre à cette logique impériale paraît évidente.

Dans le cas du Venezuela, le principe s'applique pleinement : les États-Unis n'ont aucun droit d'ingérence dans les affaires internes du Venezuela. Il revient donc à la gauche, aux États-Unis comme ailleurs de faire opposition à toute tentative dans ce sens. Ce qui implique de faire front contre les menaces de guerre états-uniennes sur le Venezuela et contre les sanctions aux conséquences de plus en plus graves infligées par Trump (et nous devrions contester les tentatives d'autres États puissants, tels la Russie ou la Chine, à dicter au Venezuela sa conduite).

Outre la dimension morale du problème, le non-interventionnisme se justifie aussi pour des raisons pratiques. On voit mal comment des sanctions draconiennes et la menace, et plus encore la réalité d'un recours à la violence à l'initiative des États-Unis, pourraient améliorer la vie des Vénézuéliens. Tôt ou tard, ces menées seraient susceptibles de conduire à l'éviction de Maduro. Et même si l'on jugeait un tel départ souhaitable (que certains à gauche sont prêts à accepter), le coût de ces sanctions ou d'une guerre états-uniennes seraient démesurés : vies détruites et perdues ; ravages sociaux, économiques, psychologiques et infrastructurels. Le dédain dont font preuve les John Bolton, Elliott Abrams et autres Donald Trump à l'égard de ces souffrances, est proprement répugnant.

Les sanctions états-uniennes sont déjà responsables de l'aggravation de la profonde crise humanitaire en cours, comme le reconnaît un rapport datant de novembre 2018 émanant du service de recherche du Congrès. Il est certain que les sanctions sur le pétrole adoptées fin janvier rendront la situation pire encore, prolongeant et accroissant le supplice infligé aux Vénézuéliens. Et nous avons toutes les raisons de penser qu'un conflit militaire risquerait de durer compte tenu du soutien que l'armée vénézuélienne continue d'apporter

à Maduro et de la quasi-certitude qu'une invasion par les États-Unis éveillerait une importante résistance populaire, notamment de la part des bases sociales chavistes. Une tentative d'éviction de Maduro par les États-Unis créerait en outre un terrible précédent en réaffirmant le droit des États plus puissants à disposer des États qui le sont moins.

Les exceptions au principe de non-intervention existent. Dans le cas où il paraît entendu que soit un génocide, soit une catastrophe humanitaire est en cours, l'intervention contre l'État qui s'en rend responsable peut se justifier. De telles situations exigent une évaluation rigoureuse de la capacité de l'intervention à repousser le danger extrême, et des risques aussi bien que des avantages liés au fait d'intervenir ou de ne pas intervenir. Il est également crucial de garder à l'esprit le fait que les puissances, les États-Unis au premier chef, ont souvent recours à l'argument de « l'intervention humanitaire » pour poursuivre des projets impériaux peu susceptibles (et le plus souvent dépourvus de toute intention) de répondre aux besoins sociaux.

La situation est assurément celle-ci en ce qui concerne le Venezuela. Les tentatives états-uniennes de susciter un changement de régime n'ont rien à voir avec un quelconque exercice d'intervention humanitaire. A vrai dire, les sanctions états-uniennes d'hier et d'aujourd'hui sont elles-mêmes une cause majeure (sans cependant être la seule, ou même la première) de la crise humanitaire à laquelle le Venezuela doit faire face. On ne saurait compter sur le responsable (au moins partiel) d'une tragédie pour qu'il trouve une issue à cette même tragédie.

Enfin, un point de vue « progressiste » est possible en la matière, lorsqu'un gouvernement de gauche ou des militants de gauche prennent parti dans un conflit domestique au service de l'égalité et de la justice sociale. On pense à l'engagement de Cuba en Angola dans les années 1970 et la participation de militants de gauche étrangers dans la guerre civile espagnole. Mais les manœuvres de Washington au Venezuela ne peuvent en aucune manière relever d'un tel registre. Les sanctions ou une intervention nord-américaines sont absolument dépourvues de toute justification.

L'auto-détermination

L'auto-détermination est le principe selon lequel les gens doivent pouvoir participer aux prises de décision qui affectent leur propre vie. La chose vaut typiquement pour les décisions politiques, mais dans ses formes les plus radicales, elle s'applique également aux décisions économiques, sociales ou autres, qui ont un impact sur la vie quotidienne de tout un chacun.

Dans le cas du Venezuela, l'application de ce principe n'est pas aussi évidente que dans le cas du non-interventionnisme. Pour nombre de militants de gauche, Maduro mérite d'être soutenu du fait qu'il a été démocratiquement élu. Dans cette perspective, le principe d'auto-détermination (ne serait-ce que dans sa version minimale, réduite à la seule démocratie représentative) est encore celui qui prévaut au Venezuela. Défendre Maduro revient donc à défendre l'auto-détermination au Venezuela.

Mais Maduro n'a pas été élu de manière démocratique. Il est vrai que, comme le font observer les militants de gauche solidaires du gouvernement du Venezuela, Maduro a été déclaré vainqueur de l'élection présidentielle de Mai 2018. Il est également vrai que ce qu'affirment les grands médias à propos de cette élection (parlant de tricherie généralisée,

de fraude électorale) reste sans preuve et ressemble aux autres innombrables accusations sans fondement de fraude électorale pendant la période Chávez. Et il est vrai que Maduro eut bien de la chance lorsque l'opposition prit la décision de boycotter cette élection de 2018. Une opposition rassemblée derrière Henri Falcon aurait probablement signé la défaite de Maduro.

Mais tout ceci néglige le fait pourtant central que Maduro interdit aux partis et candidats d'opposition, et en particulier, Henrique Capriles Radonski, de participer. La gauche dénoncerait avec raison un parti de droite au pouvoir qui aurait recours à de telles pratiques, et nous devons critiquer Maduro pour s'y être lui-même livré. S'ajoute à cela le fait que de telles tactiques sont à l'image d'une dérive de plus en plus autoritaire apparue début 2016. Pour preuve, l'annulation par le gouvernement d'un référendum révocatoire contre Maduro en octobre 2016 ; l'ajournement d'une année des élections des gouverneurs régionaux prévues en 2016 ; le contournement et donc, de fait, la dissolution par la Cour suprême pro-Maduro de l'assemblée nationale dominée par l'opposition, en mars 2017 ; la décision de Maduro d'appeler à l'élection d'une nouvelle assemblée constituante en juillet 2017 ; la fraude avérée dans le décompte des votes de cette élection ; et, de manière on ne pouvait plus flagrante, le vol du scrutin le plus serré lors des élections régionales reportées d'octobre 2017.

Vient encore s'ajouter à tout ceci, le recours à la répression par l'État, non seulement contre les violences commises par l'opposition, mais aussi contre les manifestations pacifiques, faisant des dizaines de morts en 2017 et jusqu'à une quarantaine de morts fin janvier de cette année. La responsabilité de l'opposition elle-même dans le recours à la violence mérite une condamnation identique, tout comme le soutien des États-Unis à cette violence.

Tout ceci, cependant, ne change rien au fait qu'en s'accrochant au pouvoir par des moyens autoritaires, le gouvernement Maduro a fait systématiquement obstacle à la capacité d'expression politique du peuple vénézuélien. Par conséquent, la gauche devrait faire sienne l'exigence d'élections libres et équitables au Venezuela. S'en abstenir reviendrait à renoncer à la défense du principe d'auto-détermination.

Les élections ne sont pas, bien entendu, la seule ou même la principale forme d'auto-détermination. On pourrait se poser la question de savoir si le gouvernement de Maduro s'est détourné de la démocratie libérale au profit de la « démocratie révolutionnaire » dans laquelle les travailleurs et les pauvres exercent un contrôle direct sur les décisions économiques, sociales et politiques dont leur vie dépend. La question a pu avoir sa validité. Elle ne correspond plus à rien à l'heure actuelle.

Les travailleurs et les pauvres ont bel et bien créé des institutions de pouvoir populaire au cours des dernières décennies (communes populaires, réseaux de distribution alimentaire, etc.), que Chávez aida à promouvoir et qui perdurent aujourd'hui dans une certaine mesure. Mais l'étendue du pouvoir populaire au Venezuela a perdu bien du terrain ces dernières années, largement du fait de la crise. Comme me l'ont dit des cadres chavistes de base en 2015 et en 2016, les graves problèmes économiques (dont le gouvernement porte la responsabilité première) ont rendu le travail à la base très difficile.

L'affaiblissement des institutions populaires est aussi le fait de la répression directe exercée par le gouvernement Maduro. On pense notamment au refus, de la part de l'État, de reconnaître la large victoire du dirigeant local, Angel Prado, lors des municipales de décembre 2017. Au lieu d'écouter les habitants du secteur de Simón Planas qui accordèrent

une solide majorité de 57,92 % à Prado, le gouvernement décida de lancer une enquête contre ce dernier (qui en dépit de ses critiques, s'est engagé à défendre Maduro contre l'agression nord-américaine).

La solidarité avec les opprimés

Le premier devoir des militants de gauche est celui de la solidarité avec les opprimés : les classes subordonnées, les femmes, les groupes racisés objets de discriminations, et toutes celles et ceux exposés à la marginalisation économique, sociale, culturelle ou politique. Au cœur de ce principe, il y a le fait que la solidarité envers les opprimés a priorité sur celle accordée aux acteurs étatiques, que ces derniers se présentent ou non comme de gauche, socialistes, ou révolutionnaires. Exprimer sa solidarité envers les opprimés implique plusieurs choses : documenter leur oppression, œuvrer à la compréhension des racines de leur oppression, et agir dans le sens de leurs combats pour mettre fin à leur oppression.

Appliquer ce principe au Venezuela aujourd'hui nécessite d'abord que l'on saisisse bien l'ampleur de la crise humanitaire que traverse le pays, chose dont le gouvernement, de manière répétée, s'est montré incapable. Les Vénézuéliens souffrent terriblement de pénuries alimentaires, de médicaments, de produits de base. L'hyperinflation fait des ravages. Trois millions de personnes ont quitté le Venezuela au cours des dernières années et beaucoup en sont à craindre des départs plus massifs encore cette année.

La solidarité avec les opprimés exige ensuite que l'on analyse correctement les causes de la crise du Venezuela. Le facteur principal en est la mauvaise gestion gouvernementale des revenus pétroliers, du fait d'une politique monétaire désastreuse et, corollairement, d'une incapacité à faire reculer une corruption portant sur des centaines de milliards de dollars, selon d'anciens officiels chavistes. La politique états-unienne a également exacerbé la crise, en particulier au cours des dix-huit mois écoulés. La récente entrée en vigueur des sanctions sur le pétrole du gouvernement Trump ne fera qu'entraîner des conséquences toujours plus catastrophiques.

Il n'y a pas à choisir entre telle ou telle cause de la crise. Il faut reconnaître sa double origine : la gestion incompétente et criminelle du gouvernement (que l'on ne saurait réduire à de simples « erreurs » dans un contexte de corruption systématique aux plus hauts niveaux) ; et la politique brutale des États-Unis visant à accroître délibérément les souffrances dans le but d'inciter la population à se retourner contre le gouvernement.

La solidarité avec les opprimés exige, troisièmement, le soutien aux opprimés dans leur lutte contre les causes de leur oppression et de leurs souffrances. Cela passe par la mobilisation pour empêcher l'aggravation des difficultés induites par une guerre états-unienne et des sanctions ruineuses. A ce titre, cela signifie qu'il faut s'opposer à l'intervention des États-Unis au Venezuela dès lors que, outre le fait qu'elle piétine le principe de non-intervention, elle augmentera les souffrances des opprimés. Mais la solidarité nécessite aussi que nous, les militants de gauche aux États-Unis, fassions tout notre possible pour soutenir les luttes des Vénézuéliens eux-mêmes contre les politiques désastreuses, l'incompétence criminelle et la répression du gouvernement Maduro. L'opposition à Maduro ne se limite plus seulement aux classes moyennes et supérieures (parmi lesquelles cette opposition n'est pas nouvelle), mais vient aussi des secteurs populaires. Les enquêtes d'opinions montrent qu'une majorité de Vénézuéliens souhaitent le départ de Maduro (sur une base négociée et sans ingérence étrangère). Ne pas

l'entendre ne trahit pas seulement une certaine surdité. C'est une atteinte directe à notre devoir de solidarité.

Mais s'il est clair que la plupart des Vénézuéliens rejettent Maduro, ils ne soutiennent pas pour autant l'opposition et notamment Juan Guaidó, auto-proclamé président à la fin janvier et fermement soutenu par les États-Unis. L'aspiration des Vénézuéliens à un changement de direction ne devrait pas être prise pour un soutien au genre de politique néolibérale que l'opposition soutenue par les États-Unis est susceptible de mettre en œuvre. Un sondage datant du 3 février 2019 indique que 33 % des Vénézuéliens se définissent comme chavistes, 19 % se placent du côté de l'opposition et 48 % ne se disent ni d'un bord ni de l'autre. Sur fond d'images montrant la forte participation aux manifestations appelées tant par l'opposition que par le gouvernement le 2 février dernier, on comprend que la société vénézuélienne reste fortement polarisée.

Prendre le parti des opprimés exige que l'on s'oppose tant au gouvernement des États-Unis qu'à celui de Maduro. Cela passe par un soutien aux initiatives, du Mexique et de l'Uruguay par exemple, pour créer les conditions d'une transformation pacifique au Venezuela. Cela passe aussi et surtout par un soutien aux projets qui permettront aux opprimés de décider de leur propre avenir.

Perspectives

Avec des John Bolton et des Elliot Abrams en charge de la politique de Trump au Venezuela, l'éventualité d'une intervention dévastatrice des États-Unis semble se rapprocher. Nous devrions nous y opposer par tous les moyens à notre disposition. Mais cela ne suffit pas.

Gardant à l'esprit les trois principes abordés précédemment, la meilleure chose à faire maintenant est de soutenir les initiatives multilatérales pour permettre une résolution pacifique de la crise au Venezuela. Nous devrions également relayer l'appel en faveur d'élections libres et équitables, en reconnaissant à la fois, l'opposition croissante à Maduro (issue de tous les secteurs de la société et des milieux populaires eux-mêmes), l'adhésion maintenue au projet chaviste, ainsi que, dans une bien moindre mesure, à Maduro lui-même. Une position en faveur d'élections libres et équitables ne revient pas à acquiescer au projet de transformation néolibérale mené ou appuyé par les États-Unis. C'est oeuvrer à l'élargissement de l'espace au sein duquel les Vénézuéliens peuvent exprimer leurs propres choix pour l'avenir.

Par dessus tout, la gauche doit agir en solidarité avec les opprimés. Pour les militant.e.s de gauche aux États-Unis, cela veut dire qu'il nous faut regarder tant vers l'extérieur que vers l'intérieur. Cela veut dire mobiliser pour mettre un terme aux sanctions nord-américaine (en particulier sur le secteur pétrolier) et s'organiser pour bloquer une guerre US contre le Venezuela. Cela signifie défendre le droit des Vénézuéliens à choisir leur propre gouvernement. Dans l'éventualité assez probable de l'installation d'un nouveau gouvernement, il y aura urgence à prévenir l'exclusion et la diabolisation des chavistes, du chavisme et de la gauche en général. De tels dangers paraissent on ne peut plus réels.

Pour finir, cela comprend aussi un projet de transformation politique aux États-Unis mêmes, au-delà de la confrontation avec l'aventurisme de Trump, en faisant pression sur les démocrates afin qu'ils réorientent leur politique étrangère. Sur fond de bruits de bottes, voilà la priorité urgente qui attend la gauche. Il y va de la capacité des Vénézuéliens, et de

toutes celles et ceux pris dans l'étouffoir de l'impérialisme états-unien, à décider les contours de leur propre avenir.